

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE.**

Direction Nationale garde-côtes des douanes

17 rue Ferrer,

76600 LE HAVRE

**Métrologie des outillages servant au maintien en
conditions opérationnelles des aéronefs de la DNGCD**

Consultation n° FCS202500

**CAHIER DES CLAUSES
TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(CCTP)**

MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT

en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R 2161-2 et suivants du code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Table des matières

Article 1 - Objet du marché.....	3
1.1. Présentation de la Direction Nationale Garde-côtes des douanes.....	3
1.2. Présentation de la prestation – Périmètre du marché.....	3
Article 2 - Acteurs du marché.....	4
Article 3 - Exigences transverses.....	4
3.1. Normes techniques et réglementaires.....	4
3.1.1. Documents législatifs et réglementaires.....	4
3.1.2. Documents à appliquer : exigences relatives aux Référentiels, Certifications et accréditations.....	4
3.2. Lieux d'exécution.....	5
3.3. Modalités de gestion du parc client.....	7
Article 4 - Comitologie.....	7
4.1. Représentation des parties.....	7
4.2. Comitologie.....	7
4.2.1. Réunion de lancement – Mise en place du marché.....	8
4.2.2. Comité contractuel.....	8
4.2.3. Comité contractuel de fin de marché.....	8
Article 5 - Nature des prestations.....	9
5.1. Prestations de vérification et d'étalonnage périodique.....	9
5.1.1. Objet de la prestation/Description.....	9
5.1.2. Exigences/Caractéristiques.....	9
5.1.3. Livrables.....	9
5.1.4. Délais d'exécution.....	9
5.1.5. Lieux d'exécution.....	10
5.1.6. Reprise des réparations d'un outillage non conforme.....	10
5.2. Commandes de réparation et étalonnage de matériels non repris en annexe financière n° 1	10
5.2.1. Objet de la prestation/Description.....	10
5.2.2. Exigences/Caractéristiques.....	10
5.2.3. Livrables.....	10
5.2.4. Délais d'exécution.....	10
5.2.5. Lieux d'exécution.....	11
5.3. Acquisition de matériel de remplacement.....	11
5.3.1. Objet de la prestation/description.....	11
5.3.2. Livrables.....	11
5.3.3. Délais d'exécution.....	11
5.3.4. Lieux d'exécution.....	11

Article 1 - Objet du marché

Le présent accord – cadre a pour objet la métrologie (étalonnage), la réparation des outillages et matériels utilisés dans le cadre de la maintenance des aéronefs de la DNGCD, ainsi que l'acquisition de certain matériels de remplacement.

1.1. Présentation de la Direction Nationale Garde-côtes des douanes

Le pilotage des missions aéromaritimes de la douane s'appuie sur la Direction Nationale Garde-Côtes de la Douane (DNGCD), sise au Havre. La DNGCD, Service à Compétence Nationale instituée par le décret n° 2019-94 du 12 février 2019, assure un commandement opérationnel unifié de la fonction aéromaritime. Elle s'appuie sur trois Services Garde-Côtes (SGC) des Douanes, implantés à Marseille, Nantes et Fort-de-France.

Elle dispose de moyens aéromaritimes répartis aussi bien sur le sol métropolitain que dans les territoires ultra-marins. Ces moyens sont employés à des fins de lutte contre la fraude, de renseignement, mais aussi dans le cadre des missions de l'Action de l'État en Mer (AEM), au titre desquelles la douane participe à la fonction garde-côtes (FGC). La douane dispose ainsi d'un total de **7 avions de type Beechcraft King Air 350 version ER (Beechcraft Corporation)** de **5 hélicoptères de type EC 135 (AIRBUS Helicopters)** et d'une quarantaine de moyens navals, répartis en métropole et dans les Départements, Régions et Collectivités d'Outre-Mer (DROM-COM).

Les missions de l'AEM, auxquelles participe la DNGCD sont diverses :

- Police de la navigation ;
- Contrôle des pêches ;
- Missions de sauvetage ;
- Lutte contre les pollutions maritimes.

La DNGCD est également investie dans les missions de surveillance des frontières extérieures de l'Union européenne, menées sous l'égide de l'agence FRONTEX.

1.2. Présentation de la prestation – Périmètre du marché

Le présent document fixe les spécifications techniques relatives au contrôle et à l'étalonnage des outillages utilisés pour la maintenance des aéronefs par les échelons techniques (ET) et les bases centrales « Hélicoptère » et « Avion » ainsi que la réparation et l'acquisition d'outillages couverts par ce marché. Ces outillages représentent une cinquantaine de types d'outillages. Le détail figure en annexe financière (Cf. grille de prix). Ils sont indispensables à la maintenance des aéronefs de la douane.

Le périmètre de l'accord-cadre est susceptible d'évoluer en fonction du parc de matériel.

Le présent accord-cadre comprend :

- Des prestations de vérification et d'étalonnage périodique d'une cinquantaine de catégories outillages ;
- Des commandes de réparation et étalonnage de matériels non repris en annexe financière n° 1 ;
- L'acquisition de matériel de remplacement.

S'agissant des prestations réalisées en laboratoire, le titulaire prend en charge l'enlèvement des outillages à étalonner sur les différents sites désignés, ainsi que la restitution de ces matériels.

Article 2 - Acteurs du marché

Pour le présent Accord – cadre :

Les points de contacts sont les suivants :

Suivi administratif et financier :

Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes (DNGCD)

Division Administrative et financière

17, rue Ferrer

76600 Le HAVRE

Suivi Technique :

La Base Centrale de Maintenance Aéronautique de la douane (BCMA) à Mérignac est le principal interlocuteur du titulaire. En effet, le magasin central, recueille l'ensemble des demandes des échelons techniques. La BCMA planifie les interventions sur site conjointement avec le titulaire.

Article 3 - Exigences transverses

3.1. Normes techniques et réglementaires

3.1.1. Documents législatifs et réglementaires

Le référentiel pour la réalisation des prestations du marché comprend l'ensemble des textes législatifs et réglementaires (lois, décrets, arrêtés, circulaires, etc.) applicables à ces prestations.

Au titre de son obligation d'information **définie à l'article 4.3 du CCAP**, pendant l'exécution du marché, il appartient au titulaire d'analyser les évolutions de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires (lois, décrets, arrêtés, circulaires, etc.) applicables à la réalisation des prestations du marché et ayant un impact sur la réalisation des prestations du marché. Il averti l'administration des conséquences contractuelles.

3.1.2. Documents à appliquer : exigences relatives aux Référentiels, Certifications et accréditations

Le tableau ci-dessous détaille les référentiels, certifications et accréditations applicable aux prestations objet du présent accord-cadre.

Il veille au respect de ces obligations par l'ensemble de son personnel, le cas échéant ses sous-traitants et fournisseurs.

En outre, les prestations proposées par le titulaire s'inscrivent dans le cadre normatif et technique en vigueur dans l'environnement de navigabilité étatique.

Référence	Libellé
NF EN ISO/CEI 17025 ou ultérieure	Prescriptions générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnage et d'essais.
NF EN ISO 10012 ou ultérieure	Systèmes de management de la mesure applicable au processus et aux équipements de mesure.
NF ISO/IEC GUIDE 98 ou ultérieure	Guide pour l'expression de l'incertitude de mesure.
X 07 011 ou ultérieure	Métrologie – Essais – Métrologie dans l'entreprise – Constat de vérification des moyens de mesure.
FD X 07 012 ou ultérieure	Métrologie – Métrologie dans l'entreprise – Certificat d'étalonnage des moyens de mesure.
P-OE-DF-02 ou ultérieure	Procédure Douane fixant les modalités applicables en matière de vérification des équipements, outils et outillages de métrologie, de manutention et de sécurité

Dans les différents domaines couverts par la norme NF EN ISO/IEC 17 025, le titulaire dispose d'une accréditation « COFRAC Étalonnage » ou équivalent.

Dans un délai maximum de **quinze (15) jours** à réception de la demande de l'acheteur, le titulaire doit être en mesure de présenter l'ensemble des documents permettant d'attester de la réalité de son accréditation et de son évaluation positive.

En outre, conformément à l'article 4.7 du CCAP, l'administration dispose d'un droit de visite et d'audit chez le titulaire.

3.2. Lieux d'exécution

Conformément à l'article 2 du cahier des clauses administratives particulières, les prestations sont réalisées de préférence sur site d'exploitation.

Les sites d'exploitation aéronautique de la douane et les lieux courants d'enlèvement et de livraison du matériel sont les suivants :

Nom du site	Adresse du site	Caractéristiques du site
Échelon technique de la brigade de surveillance aéromaritime du Havre	Route départementale n°940 76930 Octeville-sur-Mer	bcma-ech-le-havre@douane.finances.gouv.fr 09 70 27 94 47 Magasin : 09 70 27 94 35
Échelon technique de la brigade de surveillance aéromaritime de LORIENT/ LANN-BIHOUE	Douanes françaises Échelon Technique Base de l'Aéronautique Navale de LANN-BIHOUE BP 20 080 56 532 QUEVEN Cedex	Attention : accès réglementé bcma-ech-lann-bihoue@douane.finances.gouv.fr BT : 09 70 27 94 31 Magasin : 09 70 27 94 32 / 06 64 57 11 03
Base centrale de maintenance aérienne de Mérignac	rue Caroline Aigle Cedex aéroport n°60 33700 Mérignac	bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr 09 70 27 55 56 09 70 27 94 36 09 70 27 55 48
Échelon technique de la brigade de surveillance aéromaritime avions et de la brigade de surveillance aéromaritime hélicoptères	Douanes françaises Échelon Technique avions Base de l'aéronautique Navale 1137 Chemin de Palyvestre BP 30 005 83 401 HYÈRES	Attention : accès réglementé Bcma-ech-hyeres-avion@douane.finances.gouv.fr Magasin hélicoptères : 06 64 55 53 54 09 70 27 94 41 09 70 37 90 28 09 70 27 94 40 09 70 27 94 39 BCMA Hyères : 09 70 27 94 45
Échelon technique de la brigade de surveillance aéromaritime du Lamentin aéroport du Lamentin	Douanes françaises Échelon Technique du Lamentin courrier : Aéroport passagers 97 232 LE LAMENTIN colis : Zone militaire PAE Aéroport du Lamentin 97 232 Le Lamentin	bcma-ech-martinique@douane.finances.gouv.fr 05 96 51 20 18 05 96 51 95 92 05 96 51 95 89 Magasin le LAMENTIN : 06 96 40 86 59

Certains des sites d'exploitation désignés ci-dessous, sont des enceintes militaires. Le titulaire devra prendre toute disposition de nature à faciliter l'accès à l'ensemble de ses personnels et prestataires. Pour ce faire, il respecte un délai de prévenance de 3 jours ouvrés avant chaque enlèvement, livraison, retour de matériel ou intervention.

3.3. Modalités de gestion du parc client

Pendant la durée du contrat et au titre de l'ensemble des prestations, le titulaire met en place une organisation et les moyens associés permettant de garantir à l'acheteur, la coordination, la cohérence des Interventions et retraits ainsi que la disponibilité des matériels et outillages.

Il propose, à ce titre, une solution de gestion de parc dématérialisée permettant, notamment, de :

- connaître le suivi, la maintenance, la planification des interventions et l'historique des équipements,
- gérer les flux,
- localiser les équipements, si la prestation est réalisée dans les locaux du titulaire,
- générer les certificats d'étalonnage et constats de vérification utiles au constat du service faits ;
- archiver des documents.

La liste de ces fonctionnalités est non exhaustive.

Les modalités de mise en œuvre (installation, formation utilisateurs, gestion courante, mises à jours) sont explicités dans la proposition technique et financière du titulaire.

Article 4 - Comitologie

4.1. Représentation des parties

Les représentants du titulaire et de l'acheteur sont désignés dans les conditions prévues à l'**article 3.1 du CCAP**.

4.2. Comitologie

Les différentes réunions prévues ci-dessous peuvent se tenir par tout moyen. En présentiel, la réunion se tiendra dans les locaux de la DNGCD au Havre (17 rue Ferrer – 76600 LE HAVRE), au magasin central de la BCMA ou dans les locaux du titulaire. En distanciel, la réunion se tient au moyen d'un système de visio ou d'audio conférence. Les dates et les ordres du jour sont fixés par l'acheteur, en concertation avec le titulaire. Une convocation écrite sera adressée au titulaire, aux coordonnées indiquées dans son offre.

Participants obligatoires de la DNGCD :

- toute personne dont la présence est jugée utile selon l'ordre du jour.

Participants obligatoires du titulaire :

- responsable du compte douane ou directeur de projet ;
- correspondant unique et/ou son suppléant ;
- toute personne dont la présence est jugée utile selon l'ordre du jour.

4.2.1. Réunion de lancement – Mise en place du marché

Un comité contractuel de lancement pourra être organisé.

Dans cette hypothèse :

- Il devra avoir lieu dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de notification du marché.
- L'objectif est de fixer les modalités d'exécution du marché et de présenter les interlocuteurs désignés par chacune des parties.
- Lors de ce premier comité, le titulaire présente, également, les grandes lignes de son organisation et les moyens mis en place pour l'exécution du marché, les procédures à respecter par le personnel de la douane, du titulaire et de ses éventuels sous-traitants, le calendrier des opérations envisagées par site et les modes d'échange souhaités.
- Le titulaire indique les éventuelles anomalies à faire corriger par la douane (par exemple lorsque les flux d'échanges entre la douane et le titulaire ne sont pas ceux arrêtés dans les normes ou dans les règles commerciales). Il informe des dispositions à mettre en place par les agents de la douane (formation...) et ce sans surcoût pour l'administration.
- Pourra être également évoquée, la clause sociale et sa mise en œuvre.

Cette liste n'est pas exhaustive, d'autres points pourront être inscrits à l'ordre du jour du comité de lancement.

4.2.2. Comité contractuel

En cours d'exécution, un comité contractuel pourra être convoqué **annuellement** ou occasionnellement après concertation entre le titulaire et la DNGCD.

Le comité a pour objet :

- d'analyser l'avancement contractuel des prestations du titulaire (bons de commande, livrables, actualisation du plan de réversibilité, montants payés et en cours de paiement) ;
- d'analyser les points ouverts sur les aspects contractuels et juridiques et prendre les décisions associées ;
- d'arbitrer des points soulevés par le pilotage opérationnel ayant un impact contractuel ;
- de lister et de prendre en considération les éventuelles évolutions de l'annexe financière.

À ce titre, le titulaire transmettra, **trois (3) jours ouvrés** au plus tard avant la tenue du comité, un support de présentation, par courriel à bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr. Ce support récapitule l'ensemble des commandes adressées au titulaire et leur état d'avancement ainsi que toutes difficultés dans l'exécution du marché.

À l'issue de ce comité contractuel, un compte-rendu est dressé par le titulaire du marché et transmis par courriel à l'acheteur pour validation à bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr. dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés** maximum.

4.2.3. Comité contractuel de fin de marché

En fin d'exécution du marché, au plus tard **deux (2) mois** avant la date d'échéance du marché, les parties ont la possibilité d'effectuer – dans le cadre de ce comité – un bilan de l'exécution de l'accord-cadre. En amont de cette réunion, le titulaire adresse le document support à l'acheteur, par courriel à bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr

Le titulaire remet à l'acheteur et/ou à un organisme de l'État désigné, l'ensemble des données techniques, qualité et fiabilité relatives aux prestations du marché sur support informatique au standard "libre office".

Le titulaire présente le rapport final du marché constitué notamment de l'état des événements techniques majeurs survenus pendant la période d'exécution du marché et de ses observations/remarques.

Article 5 - Nature des prestations

5.1. Prestations de vérification et d'étalonnage périodique

5.1.1. Objet de la prestation/Description

Il s'agit de la vérification périodique et de l'étalonnage de l'ensemble du matériel listés en annexe financière n° 1. Les prestations sont réalisées de préférence sur site d'exploitation et à défaut, dans les locaux du titulaire.

Il est prévu **une intervention de vérification et d'étalonnage par an et par site d'exploitation. La durée moyenne de cette intervention est d'une semaine continue par an.** S'agissant des prestations réalisées en laboratoire, les enlèvements sont réalisés **deux (2) fois par an** pour chaque échelon technique. La BCMA pourra solliciter jusqu'à **douze (12) enlèvements par an, mais, en moyenne, seul 4 à 5 retraits seront effectivement réalisés.**

5.1.2. Exigences/Caractéristiques

Les prestations sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur et l'organisation choisie doit permettre d'assurer la plus grande disponibilité des matériels.

5.1.3. Livrables

La réception des prestations de métrologie est formalisée par la signature du bon de livraison de l'outil contrôlé, accompagné d'un constat de vérification ou à défaut de son certificat d'étalonnage.

Un constat de vérification fait apparaître la mention « CONFORME ». Cette conformité est établie selon les préconisations du fabricant ou à défaut par l'application du paragraphe 1.5 de la procédure douane P-OE-DF-02.

Les constats de vérification ou les certificats d'étalonnage sont transmis à l'acheteur.

5.1.4. Délais d'exécution

Le délai de retour des matériels étalonnés intervient dans un délai maximum de **4 semaines** pour la métropole et de **6 semaines** pour la Martinique, à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

5.1.5. Lieux d'exécution

Conformément à l'article 2 du CCAP, les prestations d'étalonnage sont exécutées, dans la mesure du possible, sur les sites d'exploitation désignés à l'article 3.2.1 du présent CCTP.

Les lieux de livraisons sont les mêmes pour le retour des outillages étalonnés ou réparés en laboratoire, ainsi que les livraisons de matériels neufs de remplacement.

Lorsque la prestation ne peut être exécutée qu'en laboratoire, l'étalonnage est réalisé dans les locaux du prestataire, soit dans le laboratoire le plus proche du site d'exploitation aéronautique concerné, soit, dans le laboratoire disposant de la compétence spécifique requise.

5.1.6. Reprise des réparations d'un outillage non conforme

Lorsqu'un outillage est non conforme, le titulaire transmet un avis de non-conformité au magasin central du BCMA de la DNGCD avec les informations suivantes :

- numéro d'identification de l'instrument concerné ;
- résultat des vérifications justifiant la non-conformité ;
- actions proposées (réparation, dérogation, déclassement, réforme...)

5.2. Commandes de réparation et étalonnage de matériels non repris en annexe financière n° 1

5.2.1. Objet de la prestation/Description

L'annexe financière est réputée couvrir l'ensemble des interventions utiles à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Néanmoins, si dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché, l'acheteur constate que des prestations complémentaires sont nécessaires, il peut effectuer une demande écrite et motivée de prix, notamment pour réparer un matériel déclaré non conforme.

5.2.2. Exigences/Caractéristiques

Les prestations sont réalisées conformément à la réglementation en vigueur et l'organisation choisie doit permettre d'assurer la plus grande disponibilité des matériels.

5.2.3. Livrables

La réception des prestations de métrologie est formalisée par la signature du bon de livraison de l'outil contrôlé, accompagné d'un constat de vérification ou à défaut de son certificat d'étalonnage.

Un constat de vérification fait apparaître la mention « CONFORME ». Cette conformité est établie selon les préconisations du fabricant ou à défaut par l'application du paragraphe 1.5 de la procédure douane P-OE-DF-02.

Les constats de vérification ou les certificats d'étalonnage sont transmis à l'acheteur.

5.2.4. Délais d'exécution

Pour les prestations supplémentaires de réparation, la date de fin d'intervention ou la date de retour est déterminée dans la proposition technico-financière mentionnée à l'article 3.3.4 du CCAP. Le délai d'intervention ou de retour ne saurait être supérieur à **deux (2) mois**.

5.2.5. Lieux d'exécution

Conformément à l'article 2 du CCAP, les prestations d'étalonnage sont exécutées, dans la mesure du possible, sur les sites d'exploitation désignés à l'article 3.2.1 du présent CCTP.

Les lieux de livraisons sont les mêmes pour le retour des outillages étalonnés ou réparés en laboratoire, ainsi que les livraisons de matériels neufs de remplacement.

Lorsque la prestation ne peut être exécutée qu'en laboratoire, l'étalonnage est réalisé dans les locaux du prestataire, soit dans le laboratoire le plus proche du site d'exploitation aéronautique concerné, soit, dans le laboratoire disposant de la compétence spécifique requise.

5.3. Acquisition de matériel de remplacement

5.3.1. Objet de la prestation/description

L'administration peut-être amenée à renouveler un matériel présentant des anomalies irréparables, à acquérir des matériels supplémentaires ou éventuellement de nouveaux matériels.

5.3.2. Livrables

La réception des fournitures est formalisée par la signature du bon de livraison.

5.3.3. Délais d'exécution

Ce nouveau matériel est livré étalonné dans le délai de livraison déterminé au devis mentionné à l'article 3.3.3 du CCAP, il ne saurait être supérieur à 9 mois.

5.3.4. Lieux d'exécution

Les lieux de livraisons sont les mêmes que pour l'étalonnage.